



Migration forcée des paysans kurdes et déscolarisation

Fadime Deli

► To cite this version:

Fadime Deli. Migration forcée des paysans kurdes et déscolarisation : La double rupture. Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs, 2007, 6, pp.323-340. hal-00457247

HAL Id: hal-00457247

<https://hal.science/hal-00457247>

Submitted on 16 Feb 2010

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

MIGRATION FORCÉE DES PAYSANS KURDES ET DÉSCOLARISATION

La double rupture

Fadime DÉLI¹

La question de la scolarisation des familles kurdes résidant dans les villages du Sud-est de la Turquie émerge dans un contexte de forte migration (Déli, 2004) prenant essentiellement deux formes. La première renvoie à un mouvement migratoire classique, qui débute à partir des années 1950 et au cours duquel les hommes partent, individuellement ou en groupe, travailler dans les zones urbaines du pays, le regroupement familial s'effectuant ou non dans un délai très variable. Cette phase de migration, organisée par les familles et provoquée par des nécessités économiques, s'inscrit dans un phénomène bien connu d'exode rural touchant l'ensemble du pays (Shorter, 1969 ; Tekeli, 1998 ; İçduygu & Sirkeci, 1999).

La seconde correspond à une migration forcée plus récente et très brutale, qui a eu des effets considérables sur l'accès à l'école pour les enfants. Pour la resituer, il est indispensable de retracer au moins à grands traits l'histoire récente des Kurdes², qui représentent le groupe ethnique le plus nombreux en Turquie (en 1991, leur nombre était estimé à 12 millions, sur près de 56,5 millions pour l'ensemble du pays).

Après le démembrement de l'Empire ottoman, en novembre 1918, les Kurdes se sont retrouvés répartis entre cinq pays : la Turquie, l'Iran, l'Irak, la Syrie et l'Arménie. Tandis que la République turque a toujours refusé catégoriquement de reconnaître ce groupe ethnique, les autres États l'ont accepté – tout en le persécutant à certaines périodes. C'est pourquoi l'histoire kurde est marquée notamment par les révoltes (celles, notamment, de Cheikh Said en 1925 et de Dersim en 1936) ou les massacres (par exemple, celui de Maraş en 1978). Cette population a subi en Turquie les effets des coups d'État militaires successifs depuis 1960. Le dernier en date, remontant au 12 septembre 1980, avait entre autres pour objectif

1– ATER, département des Sciences de l'éducation de l'Université de Picardie-Jules Verne.

2– Sur ce sujet, voir Cheref-ouddine, 1870) ; Ghassamlou, 1965 ; Mc Dowall, 1996 ; Nikitine, 1956 ; Van Bruinessen, 1978.

de réprimer le mouvement kurde qui, depuis 1978, prenait de l'ampleur sous l'impulsion du PKK³. Dans la période 1980-1983, les partis politiques et l'Assemblée ont été dissous et la constitution, suspendue. Non seulement les tortures et les exécutions se sont alors amplifiées, mais l'usage de la langue kurde a été interdit jusqu'en 1991. Bien qu'à partir de 1983 les civils reviennent au pouvoir, l'armée turque s'installe durablement dans le Sud-est du pays et un préfet régional est spécifiquement nommé pour les onze provinces kurdes. En 1984, c'est le début du mouvement de la lutte armée du PKK contre les militaires turcs et ses alliés.

C'est à partir de la décennie 1990 que le pouvoir militaire turc décide l'évacuation d'une partie des zones rurales, dans le but de constituer, selon les termes officiels, une « zone interdite », marquée jusque là par « l'insécurité ». Les prémices de ces déplacements de population sont visibles pour les villageois dans l'ensemble du Sud-est depuis 1984, c'est-à-dire à compter du début de la guerre entre les militaires turcs et les militants kurdes du PKK. Il s'agissait, pour les autorités politiques qui n'arrivaient pas à maîtriser la rébellion kurde cachée dans les montagnes du Sud-est, d'empêcher les villages de la région d'aider les plus engagés. En effet, la situation des paysans kurdes a été jugée menaçante pour le pouvoir politique en place lorsque les militants du PKK sont descendus dans les villages, soit pour rallier les habitants à leur cause, soit pour se ravitailler. C'est dans ce contexte que les paysans kurdes sont amenés à quitter leur demeure et se retrouvent dans les grandes villes du Nord-ouest, notamment à Izmir ou à Istanbul.

Dès lors, trois cas de figure se sont dessinés progressivement. Le pouvoir militaire a cherché à convaincre les villageois du danger que représentaient pour eux les militants du PKK et leur a proposé de les armer et de les rémunérer pour qu'ils collaborent au combat contre la guérilla kurde. Les habitants refusant d'être des « protecteurs de villages » (*Korucu*)⁴ ont été sommés de quitter les lieux. Il est arrivé que les maisons ainsi désertées aient été détruites par l'armée turque et les champs, brûlés. Ce rappel succinct des conditions de la migration est essentiel

3— Le PKK (Partiya Karkerên Kurdistan), parti marxiste-léniniste des Travailleurs du Kurdistan, a été fondé le 27 novembre 1978. À partir des années 1970, un fossé avait commencé à se creuser entre les notables kurdes et une minorité que va incarner le PKK. Son secrétaire général, Abdullah Öcalan, surnommé « Apo », prône alors d'emblée l'indépendance du Kurdistan. C'est le 15 août 1984 que la lutte armée kurde commence officiellement, lorsque les militants du PKK investissent pour la première fois deux villages dans les départements du Sud-est : Eruh, à Siirt, voisin de Mardin, et Emdinli, à Hakkâri. Les attentats se multiplient et le PKK mène une véritable guérilla. Abdullah Öcalan est arrêté le 15 février 1999 au Kenya et, en 2002, il est condamné à la prison à vie par le gouvernement turc.

4— Le système des *Korucu* : « protecteurs de villages » est mis en place à partir de 1987 par le président de la République Kenan Evren. Chef des forces terrestres de l'armée, Kenan Evren a été l'instigateur du coup d'État de 1980 et a pris la tête du pays entre 1982 et 1989.

pour comprendre la situation des populations qui se sont “exilées” à Istanbul. Ces familles expulsées de force se sont retrouvées ainsi soudainement dans des grandes villes sans avoir eu le temps de préparer leur installation : elles se sont enfuies là où elles pouvaient être accueillies, en l’occurrence au sein de leur réseau familial⁵, quand elles le pouvaient (*infra*).

Notre enquête a porté sur la population issue du département de Mardin, situé à la frontière de la Syrie et de l’Irak. Cette région a été, il y a encore une trentaine d’années, un lieu historique de brassage de « communautés » ethnique, religieuse et linguistique⁶. La recherche a permis de prendre en compte ces populations sur trois territoires : à Mardin, puis à Istanbul et, selon la migration, à l’étranger. C’est un échantillon de près de 250 personnes, répartis sur 7 communautés, qui a été interviewé durant quatre ans. A Mardin, les rencontres se sont effectuées au fur et à mesure des déplacements : l’enquête a donc été réalisée sur un mode conversationnel et à partir d’observations participantes. Des entretiens enregistrés ont également pu être conduits à Istanbul et à l’étranger (France, Allemagne et Syrie). Les rencontres à Istanbul ont été ciblées en fonction des activités professionnelles puisqu’à chaque communauté correspond un type de métiers⁷. En effet, ce trinôme communauté/origine géographique/profession trouve ses origines dans une très ancienne histoire ottomane, voire byzantine (Mantran, 1989 ; Ducellier, 1986).

5– L’Association turque des Droits de l’Homme (İnsan Hakları Derneği) estimait, en 1999, que 3 millions de personnes ont été forcées de quitter leur région du Sud-est. Les organisations non gouvernementales estiment le nombre d’individus déplacés, principalement des villageois Kurdes, à 1,5 million et à 60.000 le nombre de personnes engagées en tant que *korucu* (Human Rights Watch, 1996). L’Institut de statistiques gouvernemental (Devlet İstatistik Enstitüsü – D.I.E.) donne les chiffres officiels de 380 000 individus déplacés du Sud-est de la Turquie. Si on prend le seul exemple du département de Mardin, 127 villages, qui comptaient 48 865 habitants en 1985 selon les chiffres officiels, ont été entièrement dépeuplés. Le gouvernement turc indique dans les documents de recensement que ces villages « ont gardé leur statut officiel bien qu’ils ne comportent aucun habitant ».

6– S’y côtoyaient des Kurdes sunnis chafii, des Arabes et des Turcs (d’origine tchétchène) sunnis hanefi, des Syriques orthodoxes, des Arméniens catholiques et grégoriens et des Yézidis, un autre groupe de Kurdes connus sous l’appellation stigmatisante des “adorateurs du diable” (Fuccaro, 1998 ; Lescot, 1938 ; Minorky, 1940 ; Niebuhr, 1780). Il y avait autrefois d’autres communautés. Les Şemşî, dont la présence est attestée à travers les archives ottomanes du XVII^e siècle, sont dénommés par le groupe lui-même « les adorateurs du soleil ». S’il ne reste aujourd’hui plus de Şemşî dans la région, ce nom est toujours présent et de nombreuses communautés de Turquie (syriques, kurdes ou yézidis) se réclament de cette descendance (Göyünç, 1969). Les Juifs ont également disparu de la région. Sous les pressions ottomanes, nombre d’entre eux s’étaient déjà convertis à l’Islam et les autres ont tous émigré à partir de 1947 en Israël (Cohen, 1975).

7– Les Kurdes de Mardin sont devenus vendeurs ambulants à Istanbul, les Arméniens catholiques se sont spécialisés dans les professions libérales, les Arméniens grégoriens et les Syriques orthodoxes dans les métiers de l’orfèvrerie dans le Grand Bazar ; enfin, les Arabes ont investi le commerce du textile à Lâleli et les Yézidis sont devenus entrepreneurs dans le bâtiment.

L'objet de cet article est de rendre compte des effets de cette migration sur le processus d'accès à l'école et, plus précisément, sur la détérioration considérable de la scolarisation des enfants au regard de celle des parents. Ce que l'on observe, c'est une situation sociologique inédite dans laquelle les descendants sont moins scolarisés que leurs ascendants directs. Même si, avant d'être chassés de leurs villages, les enfants kurdes du Sud-est étaient déjà moins scolarisés que ceux résidant dans les zones urbaines, le développement de la formation était néanmoins réelle depuis vingt ans. La migration forcée des années 1990 est venue l'enrayer. Alors que les familles rejoignent le centre ou la périphérie d'Istanbul, la principale ville du pays, où le taux d'alphabétisme est le plus important (cf. annexe), les enfants kurdes âgés de plus de 7 ans arrêtent brutalement leur cursus scolaire et ceux de moins de 7 ans ne connaîtront pas l'école⁸. C'est cette double rupture, conjuguant un déplacement non organisé et une déscolarisation massive, qu'il s'agit de restituer ici.

Un processus de scolarisation très variable

En Turquie, la scolarité primaire dure 5 ans et accueille officiellement les enfants à partir de l'âge de 7 ans ; la scolarité au collège dure 3 ans et débute *a priori* à l'âge de 12 ans⁹ ; les élèves entrent en principe à 15 ans au lycée, également pour 3 ans ; à partir de 18 ans commence le cursus universitaire. Depuis l'adoption dans la nouvelle constitution républicaine de l'alphabet latin, en 1928, les cinq premières années de l'école sont, au moins dans les textes, considérées comme obligatoires. Cet impératif a été étendu, à partir de la rentrée scolaire de 1997/98, au collège.

Trois motifs principaux compromettent le processus d'accès à la formation. Tout d'abord, il n'existe aucun contrôle effectif contraignant les parents à envoyer leurs enfants dans les établissements scolaires publics ou privés. Ensuite, leur fréquentation coûte trop chère pour la majorité des parents. Lors des entretiens menés à cette période, les parents mentionnaient la somme de 25 et 30 millions

8— La situation de ces enfants ainsi que les tourments de leur famille sont fréquemment relaté par le quotidien kurde *Gündem*. ce qui contribue aux nombreuses entraves mises à la diffusion du journal, allant jusqu'à l'interdiction et l'arrestation des responsables et de nombreux journalistes.

9— Il n'est pas rare que les élèves soient plus âgés, pas seulement pour des raisons de redoublement. Pour illustrer la complexité de la notion de l'âge en Turquie, le cas de Bedrin, que nous avons interviewé à Istanbul, est exemplaire. Son père est polygame, avec une femme en Turquie et une en Syrie. Bedrin naît en Syrie. En 1969, lorsqu'il a 7 ans, son père décide d'opérer le regroupement familial vers la Turquie. Arrivé sur place, Bedrin a été déclaré sous le nom Bedran, né dans l'année, à Mardin, en Turquie et sous le registre d'état civil de sa belle-mère. Son père l'inscrit à l'école à partir de ses 10 ans, ce qui, d'après sa pièce d'identité officielle, correspond à ses 3 ans.

de livres turques (entre 28,75 et 34,50 euros¹⁰) par enfant pour une inscription en primaire dans un quelconque établissement public, tandis que d'autres parents se plaignaient des 154 millions de livres turques (177 euros environ), qui leur étaient réclamés à l'entrée dans un lycée de bonne réputation, le revenu minimum du pays représentant l'équivalent de 290 euros en 2000. Ce coût financier devient d'autant plus insurmontable qu'il augmente avec le parcours scolaire. De surcroît, aux frais d'inscription s'ajoutent les fournitures, le tablier, les frais de participations annuels ou semestriels obligatoires destinés à la vie de l'école ou à des dépenses diverses (réparation, peintures, facture d'électricité...), qui sont à la charge exclusive des parents. Enfin, la scolarisation dépend bien évidemment de la présence ou non d'une école sur le lieu d'habitation. Si, dans les zones urbaines, les écoles ont été créées dès les années 1930/40, elles ont été installées beaucoup plus tard en milieu rural. Ce fut le cas, à partir des années 50, dans des villages ayant eu un rôle centralisateur, c'est-à-dire qui ont été officiellement désignés comme des chefs-lieux, mais il a fallu attendre la décennie 1980 dans la plupart des autres, et certains d'entre eux n'avaient toujours pas d'école au début des années 2000 – un village éloigné de quelques kilomètres pouvant toutefois satisfaire la demande. La population de la Turquie était donc largement analphabète jusqu'à une période très récente (voir tableau 1 en annexe). Pourtant, comparée à ses voisins, elle est plus développée dans ce domaine : en 1995, le taux d'analphabétisme en Turquie s'élevait en effet à 19,3 % contre 35,5 % en Syrie, 40 % en Irak et 46 % en Iran.

S'agissant plus spécifiquement des paysans kurdes qui nous intéressent ici, la scolarisation des hommes était, jusque dans les années 1950, inexistante, dans la mesure où les lieux d'enseignement se trouvaient uniquement dans les grandes villes. L'idée même d'envoyer les enfants à l'école ne se posait pas. Pour les paysans dont le village figurait parmi les premiers à être dotés d'un établissement scolaire, à partir des années 1960, le cursus modal s'élevait alors à cinq ans de scolarité. Pour les autres, l'entrée à l'école a débuté plus tard, dans les années 1970. Autrement dit, dans tous les cas, le processus de scolarisation tend à s'arrêter au niveau primaire car, au début des années 2000, aucun village du département de Mardin ne possédait d'établissements secondaires. C'est en ville qu'il fallait – et qu'il faut encore – se déplacer pour poursuivre ses études.

« J'ai été à l'école à 7 ans en 1969, raconte par exemple Hüseyin. Je partais à l'école avec mes deux frères aînés, nous étions trois et nous partions à l'école

10– En 2000, 1 millions de livre turcs représentait 1,15 euros.

avec un seul cartable. Mon grand frère avait ramené un cartable d'Adana, c'était un sacoché de docteur ou de circoncision, avec quatre ou cinq soufflets. Nous y mettions toutes nos affaires et nous allions à l'école ensemble. Quand on rentrait en classe, chacun prenait ses livres, son cahier et son stylo et l'un d'entre nous gardait la sacoché ... » (Hüseyin, né en 1962 dans le village d'Aytepe¹¹, père paysan).

L'inégalité hommes/femmes

Si, au village, l'écriture et la lecture n'avaient aucune utilité pratique, l'analphabétisme constitue, aujourd'hui encore, un réel problème au moment où les hommes se rendent au service militaire, à partir de 18 ans. Ne pouvant correspondre avec leurs proches, les conscrits se rendent compte de l'intérêt de la scolarité. Cette période va représenter pour eux une seconde chance d'apprentissage. Si les hommes peuvent saisir cette opportunité pour rattraper en partie leur retard scolaire par rapport aux jeunes urbains, les femmes n'ont, en revanche, aucune autre alternative que l'école. Pour elles, la scolarisation aura été plus tardive que pour leurs frères. Dans les années 1960, aucune femme kurde des villages n'est allée à l'école : « *ça ne se faisait pas* », « *c'était honteux, inconvenant, d'envoyer une fille à l'école* », témoignent plusieurs d'entre elles¹². C'est pour des raisons essentiellement religieuses, très fortement liées à l'influence des imams, que les parents n'inscrivaient pas leurs filles dans les établissements scolaires :

« Les garçons étaient envoyés à l'école, mais pas les filles. En ce temps-là, les parents se disaient : si les filles vont à l'école, elles vont ouvrir leurs yeux et refuser des choses. Certains hoca [chefs religieux musulmans] disaient : quand elles vont à l'école, elles se détachent les cheveux, ne portent plus le foulard... que c'était un péché. Ils disaient que cette maison n'avait plus de valeur, de vertu... » (Seyran, née en 1969 à Akarsu, père épicier).

À partir de la décennie 1980, même lorsque les parents acceptaient d'envoyer leurs filles dans les établissements scolaires, il était rare qu'elles atteignent la dernière année du cursus primaire, les parents – et plus particulièrement les mères – estimant qu'une ou deux année(s) de scolarisation suffisaient largement

11– Les entretiens cités dans cet article proviennent de personnes issues d'Acırlıköy, Akarsu, Aytepe, Dirim, Konak, et Yardere c'est-à-dire de villages entièrement habités par des Kurdes, situés dans le département de Mardin.

12– Ces propos sont extraits d'entretiens avec des femmes nées dans les années 1950 dans les villages précédemment mentionnés.

pour acquérir les bases de la lecture et l'écriture et pour leur donner les moyens de se débrouiller dans leur vie quotidienne. Augmenter le nombre d'années de scolarisation, c'était en effet, d'une part, prendre le risque de voir leurs filles se révolter, ou remettre en question leur condition et, d'autre part, cela signifiait perdre une main-d'œuvre pour assurer les tâches ménagères.

Progressivement, les perceptions dominantes vis-à-vis de l'école ont changé, d'autant plus que la construction d'établissements primaires s'est considérablement accélérée après 1975. Lorsque les premiers bâtiments scolaires furent édifiés, les chefs de famille paysans estimaient que l'école ne concernait ni leurs garçons, ni leurs filles, signifiant par là qu'elle était uniquement destinée aux enfants de riches. Lorsque les nouvelles générations ont eu accès aux établissements secondaires, les garçons furent progressivement bien scolarisés mais les filles, toujours plus tardivement. Il faudra attendre une diffusion plus massive après l'implantation des écoles secondaires pour que les filles y accèdent, quand cette pratique était déjà la norme en milieu urbain. En 2000, lors de notre enquête dans les villages encore habités du Sud-est, tous les enfants, sans distinction de sexe, se rendaient ensemble à l'école primaire dès l'âge de 7 ans, les écoles étant localisées dans les villes ou bourgs les plus proches¹³. L'entrée dans le secondaire ne dépendait plus guère que des ressources financières des parents.

La rupture de la migration forcée

329

Le processus de scolarisation au sein des villages kurdes a été brutalement interrompu par la migration "forcée" qu'on a évoquée. Les enfants des deux sexes de moins de 12 ans (et d'autant plus fortement filles) ont désormais un niveau de scolarisation moindre que celui de leurs pères, aujourd'hui âgés d'une quarantaine ou d'une cinquantaine d'années¹⁴. Certains d'entre eux n'ont pas suivi de cursus primaire à Istanbul alors que, très probablement, s'ils étaient demeurés à Mardin ils auraient été scolarisés. Le taux d'alphabétisme à Mardin atteint, en 2000, 71,22 % (cf. tableau 1, en annexe).

13— Suite à la réforme de l'enseignement, les établissements primaires accueillent désormais aussi les collégiens.

14— Prenons le cas d'un père né à Mardin en 1962. Lors du recensement de 1970, il a 8 ans. À cette période, on a un total de 18 381 enfants du même âge totalement illettrés (dont 9 817 garçons et 8 564 filles soit 53,5 % contre 46,5 %). En 1975, ils sont 62,5 % des garçons et 29,5 % des filles de 12 ans à savoir lire et écrire. En 1980, lorsque la personne a 18 ans, 69,5 % des garçons et 22,5 % filles du même âge savent lire et écrire. Il est difficile par la suite de suivre le parcours des pères à travers les recensements de population, car les critères ne sont pas uniformes d'un recensement sur l'autre. Après 1985, par exemple, le critère de l'âge disparaît et laisse place à des données plus générales (soit par regroupement d'âges, soit en fournissant des pourcentages).

Quand les familles kurdes interviewées qui ont dû quitter soudainement leur village, entre 1991 et 1996, ont migré vers Istambul, celles qui y avaient une connaissance et donc, un lieu où habiter, se sont installées en ville ; celles qui étaient dépourvues de réseau sur place se sont regroupées pour vivre en périphérie, sous des tentes¹⁵. Le regroupement a été rendu possible par l'existence d'une forte solidarité. Non seulement ces familles possèdent une même appartenance, une origine géographique commune et des relations anciennes (notamment d'alliance), mais elles se composent aussi d'hommes et de femmes partageant une vision politique relativement proche, en faveur des mouvements politiques kurdes. Ces migrants sont en effet, tous plus ou moins engagés, et certains ont même des membres de leur famille ou des amis qui appartiennent aux organisations de combattants. La solidarité est également le produit de la position sociale qu'ils occupent dans leur espace géographique d'émigration. Ces paysans pauvres produisaient, au village, essentiellement ce dont ils avaient besoin pour leur propre consommation. Leur principal capital est donc, comme au village, leur force physique et celle de leurs enfants.

Bien évidemment, ces conditions de migration et d'installation ont eu des effets sur la scolarisation des enfants. Les enfants qui avaient entamé leur scolarité au village l'ont arrêtée à Istanbul, ceux qui vivent dans des appartements du centre-ville aussi bien que ceux qui vivent hors de la ville sous des tentes.

330

Les migrants kurdes installés en centre-ville se sont d'emblée spécialisés dans la vente ambulante des moules farcies, qu'ils ont découvert à leur arrivée. En fait, ils ont poursuivi l'activité principale de leurs proches arrivés depuis plus de 20 ans, et l'ont développée à plus grande échelle dans certains quartiers de la ville. Les anciens ont aidé les nouveaux à s'installer en leur transmettant leurs compétences et en leur offrant un pied à terre. La vente ambulante a été ressentie comme une nécessité, du fait de la migration forcée : « *Je vends des moules, mon village est occupé par les protecteurs de village* », répètent inlassablement la totalité des enquêtés¹⁶. Cette spécialisation est liée au fait que cette activité ne demande pas un capital économique important et ne nécessite pas un grand savoir-faire. Tous

15- Pour ces familles, la vie en tente s'est produite de manière fortuite, à la faveur de rencontres avec des travailleurs saisonniers ou des nomades, notamment les Tziganes, qui leur ont expliqué comment s'implanter sur un terrain. Alors qu'elles étaient dans l'espoir d'une issue à leur problème de location d'appartement en ville, ce type d'habitat s'est pérennisé parce qu'il est lié aux propositions de travail obtenu par les membres du groupe.

16- Les moules farcies étaient autrefois uniquement destinées aux grands restaurants des zones touristiques d'Istanbul (Taksim ou à Kumkapi), situées à proximité des quartiers où résident actuellement les Kurdes (Tarlabaşı et Yenikapı/Aksaray). À partir de cette vague de migration forcée, leur vente s'est diffusée à l'échelle de toute la ville.

les membres de la famille sont ainsi réquisitionnés pour assurer la survie collective. La vente des moules est pour eux inespérée et impérative. Une division du travail s'effectue entre les pères, qui ramassent les moules à l'embouchure de la Mer Noire et du Bosphore, les mères, qui les nettoient et les transforment en moules farcies, et enfin les enfants, qui vont les vendre. Dans une telle configuration, envoyer ses enfants à l'école est impensable pour deux raisons au moins.

La première est bien évidemment, comme on l'a vu, le coût financier que représente l'école.

« Ici [à Istanbul], nous ne pouvons pas les envoyer à l'école, nous n'en avons pas les moyens financiers. Il faudrait dépenser, pour chacun d'entre eux, au minimum entre 25 et 30 millions [entre 28,75 et 34,50 euros]. Sans compter les frais scolaires, il faut dépenser tous les jours entre 250, 500, 1 million pour le repas. Où voulez-vous que je trouve cette somme ? ». Şermuş, auteur de ces propos, conclut de la manière suivante : « Qui va faire face aux besoins scolaires, acheter les cahiers, les crayons... payer l'inscription... Il n'y a pas d'argent. Laissez tomber les dépenses scolaires, s'ils vont à l'école, qu'est-ce qu'on va manger dans cette maison ? Même si je n'avais que dix enfants, je ne pourrais toujours pas les envoyer à l'école. Si je les envoie, je ne pourrais pas en venir à bout. Non, l'école, ce n'est pas possible ! » (Şermuş, né en 1946 à Aytepe).

331

La seconde (et principale) raison de cette non-scolarisation s'explique par la force de travail que représentent les enfants, et dont l'unité familiale ne peut se passer : leur activité constitue la source principale de revenus de toute la famille et les parents considèrent que c'est une nécessité. Même la formation de leurs enfants à un métier par l'apprentissage, comme la couture par exemple, réclamerait, en effet, à la fois un temps, et un capital, dont ils ne disposent pas. Pour l'instant au moins, ces déplacés kurdes n'envisagent pas un autre avenir pour leurs enfants et, pour eux, la migration n'est pas synonyme de promotion scolaire et de mobilité sociale, mais bien plutôt de déclassement social et d'enfermement dans la pauvreté. Les paysans privés de leurs terres arrivent en ville sans aucune ressource et sans métier "convertible" sur le marché du travail local, contraints de vivre de "petites activités" de vente ambulante, nécessitant une main-d'œuvre importante et peu coûteuse :

« Les enfants vendent les moules. Ils sont obligés de travailler... Quand mes petits enfants vont grandir, eux aussi, ils vont travailler. Ils sont obligés de travailler. Il n'y a pas de rentrée d'argent, personne ne nous vient en aide. On n'a pas de boutique, pas de bureau, pas d'épicerie, pas de café, pas d'atelier, pas d'usine. On n'a pas d'autre activité que la vente de moules. On n'a pas de profession, on

n'est pas artisan. On n'a rien. On ne sait rien faire de nos mains », raconte Ali, né en 1951 à Yandere, qui vit avec sa femme issue du même village et ses 12 enfants, âgés de 29 à 11 ans. Anciennement protecteur du village dont il a été chassé en 1995, il est venu avec toute sa famille directement dans le quartier de Yenikapi à Istanbul, où résidait déjà son fils qui était vendeur de moules.

Si les nouveaux migrants manient incontestablement beaucoup plus d'argent qu'ils n'en ont jamais eu au village, cela ne suffit toutefois pas pour faire face aux dépenses courantes¹⁷. Les familles étant patrilocales, elles réunissent à la fois les parents et les enfants, mais aussi la conjointe des fils et leurs enfants¹⁸. C'est pourquoi leur niveau de vie moyen était plus élevé au village qu'aujourd'hui à Istanbul¹⁹. Les enfants de ces familles auraient été, très probablement, scolarisés s'ils avaient pu rester dans leur lieu d'origine. En raison de la migration vers Istanbul, la scolarisation est reléguée loin derrière les préoccupations quotidiennes de survie de l'unité familiale. « *Les enfants qui ont grandi au village ont été à l'école, mes petits enfants n'y vont pas ici* », résume Beşir, né en 1957 à Konak, paysan au village, père de sept enfants, dont la famille est arrivée à Istanbul en 1991. La migration a signifié un arrêt du processus d'accès à l'école.

En toute logique, la situation des Kurdes vivant, eux, sous des tentes mobiles, est tout aussi catastrophique, voire pire dans ce domaine. Envisager une installation dans le cœur de la ville ne fait pas partie de leur espace des possibles, tout d'abord pour des raisons économiques. Les contraintes du marché de l'emploi les obligent à être des « migrants-nomades » puisqu'ils « courent » après les petits emplois divers, touchant essentiellement au bâtiment, aux travaux publics et à l'aménagement des espaces urbains et agricoles. Le coût beaucoup trop élevé d'une location est un autre facteur dissuasif : « *Aller en ville ? Que voulez vous*

17– Au village, la situation était très différente dans la mesure où l'économie locale se caractérisait par le troc et l'auto-subsistance. Les paysans avaient seulement besoin d'un peu de numéraire pour l'achat du sucre, du sel, du thé, etc. qu'ils se procuraient grâce à la vente de produits agricoles (fruits, légumes, bois et parfois du tabac) ou par les économies du père (du fils) qui a été travaillé en ville.

18– L'exemple de Şermuş, précédemment cité, né en 1946 à Aytepe, anciennement paysan et *muhtar* du village (élu, équivalent du maire français), est à cet égard assez révélateur de cette impossibilité. Lorsque son village a été totalement vidé, en juin 1995, il est venu vivre chez son fils, à Istanbul, avec sa famille très nombreuse. Polygame (deux épouses), il vit avec sa seconde femme et ses douze enfants, sept garçons et cinq filles tous nés au village. Ses trois premiers enfants sont tous des fils mariés, et il est alors le grand-père de sept petits enfants (ses autres enfants sont encore célibataires). Ainsi, 24 personnes vivent sous le même toit. Les grands sont vendeurs de moules et les plus jeunes font commerce de diverses marchandises.

19– Au début des années 2000, un vendeur gagne quotidiennement entre 10 et 20 euros, voire 40 euros lors des jours fastes. Mais il doit soustraire à cette somme une série de dépenses liées au transport, à l'achat des moules, au renouvellement fréquent du plateau qui lui sert de réceptacle pour les moules, régulièrement confisqué par la police.

que nous fassions en ville ? On mourrait de faim et en plus, il y aurait un loyer à payer », explique Herlim, né en 1946, qui a quitté son village en 1994, en y laissant sa femme, ses filles et ses fils de moins de 12 ans, les cinq autres l'ayant accompagné. Par ailleurs, la vie sous la tente n'est pas, pour une partie d'entre eux, une nouveauté, puisque certains l'ont déjà pratiquée lorsqu'ils ont travaillé, par exemple, comme saisonniers (dans le ramassage du coton dans le Sud-est, des noisettes dans le nord ou encore du thé au bord de la Mer Noire).

Autrement dit, pour eux non plus, la question de l'entrée à l'école des enfants ne se pose pas, puisque les enfants représentent, pour eux aussi, la première et la seule source de main-d'œuvre accessible et que le travail exige une mobilité permanente.

« Les enfants n'ont pas du tout été à l'école. Nous ne restons pas au même endroit, nous sommes deux, trois mois ici, puis deux, trois mois ailleurs (...) Nous n'avons pas la possibilité de les faire étudier (...) Et si nous décidions de nous installer pour de bon quelque part, nous n'en aurions pas les moyens et on nous donnerait pas non plus cette possibilité » (Sabri, né en 1966, à Dirim, demeurant avec sa femme âgée de 28 ans, leur trois fils de 13, 6 et 3 ans et leur deux filles de 11 et 8 ans).

« Aucun de mes enfants n'a été à l'école, ça c'est à cause de ces épreuves [de la migration forcée]. Vous comprenez, nous sommes un mois par-ci, un mois par-là, ils n'ont plus de village. Et lorsque nous sommes plusieurs mois dans un même lieu, si nous voulions les envoyer ne serait-ce qu'un ou deux mois, c'est l'enseignant qui refuserait de les prendre. Pour eux, c'est très dur, ça sera très dur aussi par la suite, mais disons que, tant que ces luttes se poursuivront, notre existence sera la même. Ce n'est qu'avec nos propres moyens que nous pouvons enseigner quelque chose à nos enfants » (Ramazan, né en 1966, à Dirim, vivant avec sa seconde femme âgée de 35 ans, ses deux filles de 12 et 8 ans et ses deux fils de 8 et 6 ans).

Une situation qui perdure

Cependant, si le travail des enfants apparaissait comme un impératif dans les premières années de l'installation à Istanbul, on peut s'interroger sur les raisons qui expliquent la pérennité de cette situation une dizaine d'années plus tard – la migration forcée ayant débuté, pour l'ensemble du Sud-est, en 1991 et s'étant achevée à la fin de l'année 1996. Le premier facteur explicatif est que les familles demeurent toujours aussi nombreuses (de six à douze membres environ chez nos

enquêtés) parce que les pères peuvent être polygames²⁰, que les mariages sont contractés à un âge relativement précoce (14/16 ans pour la jeune fille et 17/18 ans pour le jeune homme) et qu'il n'existe pas de contrôle des naissances²¹. Le second facteur de cette non-scolarisation renvoie au fait que les pères "âgés" s'arrêtent de travailler, parfois à peine la cinquantaine atteinte, essentiellement parce qu'ils sont usés par des conditions de vie très rudes²². Les enfants assurent alors les principales rentrées d'argent et prennent en charge leurs parents. Certains jeunes garçons rencontrés commentent, non sans ironie, cette configuration pères-fils : « *Mon père est depuis longtemps à la retraite. Non, il n'était pas fonctionnaire, il n'a pas été mis à la retraite du côté de l'État, il est à la retraite du côté de ses enfants depuis que j'ai 12 ans [c'est l'aîné de la famille]* » (Burhan, né en 1974 à Yandere).

Dès lors, on comprend mieux que la scolarisation des enfants soit toujours aussi difficile, voire impossible. Certes, les plus jeunes ne sont pas totalement mis à la même enseigne que les aînés. Le cadet de la famille a souvent plus de chance d'être scolarisé lorsque ses frères et sœurs travaillent déjà, mais ce n'est pas toujours le cas. Cette fragilité économique durable des familles kurdes migrantes compromet donc gravement les progrès de la scolarisation et entame considérablement la croyance en l'école comme instrument de promotion sociale et économique. Comme l'explique cette mère de famille d'une soixantaine d'années, née à Yardere : « *Aller à l'école, pour quoi faire ? Mon fils a été jusqu'au lycée, pourquoi ? Pour rien. Même si nos enfants étudient longtemps, il n'y a pas de travail pour eux. L'État ne laisse pas nos enfants tranquilles* ». Il est certain que, pour elle, l'absence de "rentabilité" du capital scolaire de l'un de ses fils ne l'encourage pas à poursuivre l'expérience avec ses autres enfants. D'ailleurs, toute la famille se consacre exclusivement à la vente des moules farcies. Le capital scolaire, tout particulièrement parce qu'il ne peut pas être facilement reconverti en capital économique et symbolique, n'est pas perçu, à tort ou à raison, comme une valeur cardinale sur le marché du travail. La réussite sociale se mesure davantage au volume de capital économique et/ou de capital social. C'est pourquoi, même auprès des familles kurdes ayant suffisamment de revenus pour envoyer leurs enfants à l'école, celle-ci

20– Bien qu'interdite par la législation turque, la polygamie est pratiquée dans le Sud-est du pays et a incontestablement très bonne réputation auprès des hommes. Elle est généralement justifiée par le statut économique de l'homme et par la pratique locale de l'Islam qui légitime jusqu'à quatre épouses. La polygamie est en effet un signe de richesse.

21– En 1995, le taux de fécondité pour le département de Mardin s'élevait à 5,35 enfants par femme contre 3,9 au niveau national, Istanbul possédant le taux le plus bas (2,8). Par comparaison, en 2000, en France, celui-ci était de 1,8 enfant par femme.

22– Pour information, l'espérance de vie s'élevait, en 1995, respectivement à 68 ans pour les hommes et 72 ans pour les femmes en Turquie, et à 76 ans pour les hommes et 83 ans pour les femmes en France.

est vue comme un luxe inutile. Ce père, qui travaille dans un lieu proche de l'université d'Istanbul, traduit cette prise de position dominante :

« Les personnes finissent l'université, ils n'ont pas de travail. Tandis que d'autres, qui n'ont même pas été en primaire, ont un super travail et gagnent énormément. Comment puis-je accepter de ne pas trouver du travail en étant diplômé ? Forcément, je me mettrais à boire, c'est dur à supporter. Certains ont étudié pendant quinze ans alors que d'autres ont été cinq ans à l'école et gagne 3 à 400 millions de salaire, alors que les premiers traînent sans trouver de travail... En Turquie, l'école n'a pas d'importance, ça ne compte pas. C'est pour ça que je ne lui accorde aucune importance... Si tu as de l'argent en Turquie, tu peux entrer partout, faire tous les métiers. Même si tu n'es diplômé de nulle part, tu donnes le bakchich et tu obtiens le travail que tu veux. Tu veux devenir premier ministre, tu deviens premier ministre » (Metin, né en 1972, à Acırlıköy, marié en 1995 avec une parente, il a une fille de 8 et un fils de 6 ans. Arrivé à Istanbul en 1985, il a été vendeur ambulant et, en 1999, il était vendeur de textile dans un magasin situé à Lâleli).

La fréquentation des établissements scolaires, dans cette métropole, est d'autant moins envisagée qu'elle demeure perçue comme une menace, au même titre que la ville elle-même – rédhibitoire en tout cas pour les jeunes filles à partir du secondaire. Pour ces anciens paysans, elle risque de mettre en cause leur “pureté”. Comme l'explique Metin précédemment cité :

« Pour mon fils, je peux tout imaginer, l'envoyer longtemps, mais pour ma fille, ce sera l'école primaire ; après, pas d'autres études. Si la situation change, si Istanbul change, je la ferai étudier mais, comme il semble que ça ne va pas changer, je n'enverrai pas ma fille étudier... Au village, il n'y aura aucun problème, là-bas les filles peuvent étudier, mais ici à Istanbul, parmi ces gens infectes, c'est hors de question. Il y a plein de cinglés dehors... Les enfants y vont pour apprendre des choses, avant d'apprendre les bonnes, ils apprennent ce que c'est que la saleté. En tête, vient l'héroïne... nos camarades racontent que l'héroïne et la drogue sont vendues dans les écoles ».

Toutefois, depuis l'an 2000, des associations ou des centres publics se mobilisent pour enrayer ce phénomène de déscolarisation des enfants kurdes. C'est le cas de la “Maison de l'enfance” de Beyoğlu, un quartier situé en plein centre d'Istanbul, à deux pas de la zone touristique de Taksim et d'Istiklal caddessi. Cet organisme, doté du statut d'association subventionnée par des fonds publics municipaux, prend en charge des enfants travaillant dans les rues de ces deux

quartiers. Leur sont offerts des cours d’alphabétisation, de dessin, etc., un repas à midi et des vêtements provenant de dons. Afin de convaincre les parents de laisser venir leurs enfants dans ce centre, les responsables de la “Maison de l’enfance” leur proposent un petit revenu, qui compense en partie la perte des recettes tirées du travail des enfants. Ce pécule cesse d’être versé lorsque l’enfant ne vient plus au centre. Cet accès à la scolarisation reste cependant exceptionnel puisque les familles d’autres quartiers plus éloignés (et donc moins visibles aux touristes), à Yenikapı ou Aksaray par exemple, qui sont pourtant dans une situation plus ou moins similaire à celle des familles de Tarlaşı, n’ont pas eu cette opportunité pour scolariser leurs enfants²³.

Conclusion

La corrélation entre la présence d’établissements scolaires et le taux de scolarisation était une évidence à Mardin : elle n’est plus observable dans la capitale historique de la Turquie, dans la mesure où l’accès à l’école est avant tout lié au volume de capital économique. Scolariser ses descendants restera inconcevable tant que la survie du ménage dépendra de l’usage intensif de la main-d’œuvre juvénile familiale. Dans ces conditions, l’école est un “luxe” que ces populations déplacées ne peuvent se permettre, même si la déscolarisation réduit considérablement leurs possibilités de mobilité sociale et décline encore plus la génération à venir.

La migration forcée soumet ainsi ces familles précarisées à une double rupture : celle de l’exil et du déracinement d’une part, celle de la “déscolarisation” et du déclassement, d’autre part.

23– D’autres associations agissent avec des fonds privés, mais cette petite structure publique est pourtant la plus développée dans ce domaine : si les pouvoirs publics sont conscients de la situation de ces enfants, ils mettent peu de moyens pour y remédier.

ANNEXE

Les données récentes du recensement sur l'alphabétisation de la population turque (tableau 1) permettent de rendre compte de l'ampleur du phénomène en faisant apparaître trois grandes tendances. Selon la première, la part des individus sachant lire et écrire a progressé lentement mais constamment depuis 1935 ; la fin des années 1960 constitue le point de bascule, avec une proportion d'illettrés en dessous des 50 %. Mais ces chiffres généraux cachent de fortes inégalités liées au sexe et à la région d'origine, qui correspondent aux deux autres transformations majeures de la période. Par exemple : si, pour la population résidant en Turquie en 1935, la moyenne nationale de personnes sachant lire et écrire s'élevait à 19,25 %, le taux atteignait 29,35 % pour les hommes contre 9,8 % pour les femmes (D.I.E. 2000c : 49). Ces différences sont encore plus nettes la même année dans le département d'Istanbul où le taux d'alphabétisme s'élevait à 68,04 % pour les hommes et à 49,90 % pour les femmes (D.I.E. , 2000a : 45). À titre de comparaison, dans le département de Mardin, ce taux était seulement de 9,62 % pour les hommes et de 1,05 % pour les femmes (D.I.E. 2000b : 47). Les variations géographiques se maintiennent ensuite. Le recensement de 1965 donne ainsi à voir la forte coupure existant sous ce rapport entre les zones rurales et urbaines. Tandis qu'à Hakkari, le département à l'extrême Sud-est du pays, 17,5 % des personnes étaient considérées comme sachant lire et écrire – et 82,5 % dans le cas de figure inverse –, à Istanbul, à l'extrême Nord-ouest, la tendance est opposée (77,41 % contre 22,59 %). De même, le taux d'alphabétisme enregistré en 2000 (87,32 %) tend aussi à occulter les grandes disparités existant entre les départements et les sexes (tableaux 2, 3 et 4). La proportion d'alphabètes au niveau national s'élève cette année-là à environ 94 % pour les hommes et à 81 % pour les femmes, alors qu'elle est respectivement de 97 % et 90 % dans le département d'Istanbul et de 85 % et 57 % à Mardin. De même, on peut voir, dans les données du recensement, qu'au sein de la population vivant dans les villages, la part des individus étant considérés comme sachant lire et écrire est de 91 % pour les hommes et de 73 % pour les femmes. Ces écarts sont également élevés quand on avance dans le cursus scolaire : seulement 8 % des femmes de moins de 25 ans vivant dans les villages ont poursuivi leur scolarité dans le secondaire, contre 22 % des hommes (D.I.E. 2000c : 137).

Tableau 1
L'évolution de l'illettrisme²⁴ en Turquie, à Istanbul (1935-2000)
dans la population âgée de plus de 6 ans

Année de recensement	Proportions d'individus sachant lire et écrire			Proportion d'illettrés dans la population			Population Totale		
	Tr	Istanbul	Mardin	Tr	Istanbul	Mardin	Tr : Turquie	Istanbul	Mardin
1935	19,25	59,31	5,14	80,75	40,69	94,86	16 158 018	883 599	229 921
1940	24,55	63,90	6,85	75,45	36,10	93,15	17 820 950	1 166 477	252 505
1945	30,22	68,04	8,64	69,78	31,96	91,36	18 790 174	1 078 399	234 457
1950	32,51	70,53	9,52	67,49	29,47	90,48	20 947 188	1 166 477	269 490
1955	40,99	74,05	13,58	59,01	25,95	86,42	24 064 763	1 533 822	305 520
1960	39,51	73,23	14,26	60,49	26,77	85,74	27 754 820	1 882 092	353 411
1965	48,76	77,41	20,12	51,24	22,59	79,88	31 391 421	2 293 823	397 880
1970	56,21	79,37	26,65	43,79	20,63	73,35	35 605 176	3 019 032	453 092
1975	63,72	83,11	35,41	36,28	16,89	64,59	40 347 719	3 904 588	519 687
1980	67,48	83,51	36,23	25,20	16,49	63,77	44 736 957	4 741 890	564 967
1985	77,45	88,24	48,07	22,55	11,76	51,93	50 664 458	5 842 985	652 069
1990	80,49	90,25	54,12	19,51	9,75	45,77	56 473 035	7 309 190	557 727
2000	87,32	93,39	71,22	12,68	06,61	28,78	67 803 927	10 018 735	705 098

Source : D.I.E. 2000, *Türkiye* : 48-49 ; *Istanbul* : 44-45 ; *Mardin* : 46-47.

24- En Turquie, il n'existe pas de terme différent pour exprimer l'analphabétisme ou l'illettrisme. On dit : *okuma yazma bilen*, « sachant lire et écrire » et *okuma yazma bilmeyen*, « ne sachant pas lire et écrire ». Dans le langage familier, on entend souvent le terme *abecesiz*, « qui ne maîtrise pas l'abc », c'est-à-dire l'alphabet.

Tableau 2
Pourcentage de la population turque sachant lire et écrire en 2000

a) Turquie	+6 ans Total	+6 ans Homme	+6 ans Femme	+14 ans Total	+14 ans Homme	+14 ans Femme	+25 ans Total	+25 ans Homme	+25 ans Femme
Illettré	12,68	6,14	19,36	13,22	5,46	21,05	17,25	7,02	27,39
Sachant lire et écrire	87,32	93,86	80,64	86,78	94,54	78,95	82,75	92,98	69,61
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
Sachant lire, non scolarisé				6,36	5,64	7,08	6,40	5,26	7,52
Inscrit au primaire				45,29	45,31	45,28	47,77	50,29	45,27
Primaire achevé				35,14	43,60	26,59			
Secondaire							8,23	11,19	5,31
Lycée							12,55	16,01	9,12
Études supérieures							7,80	10,23	2,39

Source : D.I.E. Türkiye, 2000 : 49-51.

b) Istanbul	+6 ans Total	+6 ans Homme	+6 ans Femme	+14 ans Total	+14 ans Homme	+14 ans Femme	+25 ans Total	+25 ans Homme	+25 ans Femme
Illettré	6,61	2,82	10,51	6,79	2,34	11,35	8,99	2,88	15,15
Sachant lire et écrire	93,39	97,18	89,49	93,21	97,66	88,65	91,01	97,12	84,85
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
Sachant lire, non scolarisé				4,83	3,73	5,97	4,82	3,17	6,49
Inscrit au primaire				45,98	45,97	45,99	48,47	49,79	47,14
Primaire achevé				42,39	47,97	36,69			
Secondaire							10,25	12,49	8,00
Lycée							16,22	18,05	14,38
Études supérieures							11,24	13,62	8,83

Source : D.I.E. Istanbul, 2000 : 45-47.

c) Mardin	+6 ans Total	+6 ans Homme	+6 ans Femme	+14 ans Total	+14 ans Homme	+14 ans Femme	+25 ans Total	+25 ans Homme	+25 ans Femme
Illettré	28,78	15,09	43,19	32,44	14,86	50,54	43,40	2 0,98	65,84
Sachant lire et écrire	71,22	84,91	56,81	67,56	85,14	49,46	56,60	78,82	34,12
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
Sachant lire, non scolarisé				8,28	8,19	8,37	7,10	7,00	7,00
Inscrit au primaire				33,50	38,99	27,84	29,28	39,64	18,90
Primaire achevé				25,79	37,96	13,25			
Secondaire							6,97	11,03	2,89
Lycée							9,45	15,02	3,87
Études supérieures							3,80	6,13	1,46

Source : D.I.E. Mardin, 2000 : 47-49.

BIBLIOGRAPHIE

- CHEREF-OU'DDINE, 1870, *Cheref-Nâme ou Fastes de la nation Kourde*, traduits du Persan et commentés par Charmoy François-Bernard, Saint-Petersbourg.
- COHEN (C.), 1975, *Grandir au quartier kurde : rapports de générations et modèles culturels d'un groupe d'adolescents israéliens d'origine kurde*, Paris, Mémoire de l'Institut d'ethnologie.
- DÉLI (F.), 2004, *Communautés en migration, le cas des personnes originaires de Mardin (Turquie)*, Saint-Denis, Doctorat de Géographie mention Géopolitique, Université de Paris 8.
- D.I.E., 2000a, *Istanbul Genel Nüfus Sayımı* (Recensement Général de la population du département d'Istanbul), Ankara, T.-C. Başbakanlık.
- D.I.E., 2000b, *Mardin Genel Nüfus Sayımı* (Recensement Général de la population du département de Mardin), Ankara, T.-C. Başbakanlık.
- D.I.E., 2000c, *Türkiye Genel Nüfus Sayımı* (Recensement général de la population de la Turquie), Ankara, T.-C. Başbakanlık.
- DUCELLIER (A.), 1986, *Byzance et le monde orthodoxe*, Paris, Armand Colin.
- FUCCARO (N.), 1998, *The other Kurds*, London, I.-B. Tauris.
- GHASSAMLOU (A.), 1965, *Kurdistan and the Kurds*, Prague, Czechoslovak Academy of Sciences.
- GÖYÜNÇ (N.), 1969, *XVI Yüzyilda Mardin sancagi*, (Le sandjack de Mardin au XVI^e siècle), Ankara, Türk Tarih Kurumu basımevi.
- HUMAN RIGHTS WATCH, 1996, *Forced displacement of ethnic Kurds from Southeastern Turkey*, Helsinki (<http://hrw.org/reports/1996/Turkey2.htm>).
- İÇDUYGU (A.) & SIRKECI (I.), 1999, « 50 yilda Türkiye'yi degistiren göç » (La migration qui a changé le visage de la Turquie en l'espace de 50 ans), in Collectif, *75 yilda köylerden şehirlere* (l'exode rural en 75 ans), Istanbul, Tarih Vakfi, pp. 249-260.
- MC DOWALL (D.), 1996, *A Modern History of the Kurds*, Londres, I.-B. Tauris.
- MANTRAN (R.), 1989, *Histoire de l'Empire ottoman*, Paris, Fayard.
- NIKITINE (B.), 1956, *Les Kurdes et le Kurdistan*, Paris, Éditions d'Aujourd'hui, 1^{ère} édition.
- SHORTER (F.-C.) (dir.), 1969, *Turkish demography: proceedings of a conference*, Ankara, Hacettepe University.
- TEKELİ (I.) (dir.), 1998, *Türkiye'de iç göç, Konferans 6-8 Haziran 1997* (la migration interne en Turquie – Conférence du 6-8 juin 1997), Istanbul, Tarih Vakfi.
- VAN BRUINSEN (M.), 1978, *Agha, Shaikh and State, the Social and Political Organisation of Kurdistan*, Londres, Zed Books, 1^{ère} édition.